

VI. HELVETIK-KOLLOQUIUM - VI^E COLLOQUE HELVETIQUE

Basel, 19. Januar 1998 - Bâle, le 19 janvier 1998

BANQUET REPUBLICAIN

Die Menschenrechte — les droits de l'homme

1760 von M. Thomas in Paris

1776 Bill of Rights von Virginia

1789 Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte in Paris

1791 Erklärung der Rechte der Frau und Bürgerin von Olympe de Gouges in Paris

EPITRE AU PEUPLE.

OUVRAGE PRESENTE A L'ACADEMIE FRANÇOISE, EN 1760.
PAR M. THOMAS, PROFESSEUR EN L'UNIVERSITE DE PARIS,
AU COLLEGE DE BEAUVAIS.

TOI, QU'UN INJUSTE ORGUEIL CONDAMNE A LA BASSESSE,
TOI, QUI NE SANS AYEUX & VIVANT SANS MOLLESSE,
PORTES SEUL DANS L'ÉTAT LE FARDEAU DE LA LOI,
ET SERS PAR TES TRAVAUX TA PATRIE & TON ROI,
D'UTILES CITOYENS RESPECTABLE ASSEMBLAGE,
QUE DEDAIGNENT LES COURS, MAIS QU'ESTIME LE SAGE;
PEUPLE, JOSE BRAVER CET INSOLENT MEPRIS:
D'AUTRES FLATTENT LES GRANDS; C'EST A TOI QUE J'ECRIS.

A L'ASPECT DE CES GRANDS, DONT L'ECLAT T'IMPORTUNE,
JE T'ENTENDS DE TES CRIS FATIGUER LA FORTUNE,
ACCUSER TA MISERE, ENVIER LEUR SPLENDEUR;
APPRENDS A T'ESTIMER, & CONNOIS TA GRANDEUR.

C'EST TOI QUI DES ÉTATS SOUTENANT LA PUISSANCE,
REPANDS SUR CES GRANDS CORPS LA GLOIRE & L'ABONDANCE.
EN TOUS LIEUX, EN TOUS TEMPS, SOIT QU'UN MONARQUE HEUREUX
GOUVERNE PAR L'HONNEUR UN PEUPLE BELLIQUEUX;
SOIT QUE LE CITOYEN, LIBRE & DIGNE DE L'ETRE,
VIVE SOUMIS AUX LOIX, SANS ESCLAVE & SANS MAITRE;
SOIT QUE LE DESPOTISME, ENTOURE DE BOURREAUX,
SOUS LES PIEDS D'UN SEUL HOMME ENCHAINE SES EGAUX;
TES BRAS, TES MOUVEMENS, TA FECONDE INDUSTRIE,
MULTIPLIANT PARTOUT LES GERMES DE LA VIE,
PAR DES TRAVAUX ACTIFS ANIMENT L'UNIVERS:
CENT ROIS AUX NATIONS N'ONT DONNE QUE DES FERS.

LE CONQUERANT DETRUIT; TU CONSERVES LE MONDE.
IL RAVAGE LA TERRE, & TU LA RENDS FECONDE.
LA TRISTE HUMANITE NE DOIT QU'A TES SECOURS
CES PUISSANS VEGETAUX, LES SOUTIENS, DE NOS JOURS.
CET ART, DIT-ON, EST VIL: OSEROIT-ON LE CROIRE?
BIENFAITEUR DES HUMAINS, QUEL TITRE PUR LA GLOIRE!
TA BECHE & TA CHARRUE, UTILES INSTRUMENS,
BRILLEN PLUS A MES YEUX QUE CES FIERS ORNEMENS,
CES CLEFS D'OR, CES TOISONS, CES MORTIERS, CES COURONNES,
MONUMENS DAS GRANDEURS, SEMES AUTOUR DES TRONES.
CET ART EST LE PREMIER; IL NOURRIT LES MORTELS.
DANS L'ENFANCE DU MONDE IL OBTINT DES AUTELS.

DE CES CHAMPS FORTUNES QUE TA MAIN REND FERTILES,
POUR T'ADMIRER ENCOR, JE PASSE DANS LES VILLES.
LA TERRE AVEC ORGUEIL LES PORTE SUR SON SEIN.
LA DANS TOUT SON ECLAT BRILLE LE GENRE HUMAIN.
LA TOUS LES ARTS UNIS, & CEUX QUE NOS MISERES

A L'HUMAINE FOIBLESSE ONT RENDU NECESSAIRES;
ET CEUX QU'UN LUXE UTILE, ENFANT DES DOUX LOISIRS,
FIT NAITRE POUR CHARMER LE BESOIN DES PLAISIRS,
AUX REGLES DU GENIE ASSERVISSANT L'ADRESSE,
FONT PAR MILLE CANAUX CIRCULER LA RICHESSE.
CES ARTS SONT TON OU(VR)AGE, & REPRODUITS CENT FOIS,
POUR LE BONHEUR DU MONDE ILS NAISSENT A TA VOIX.
DOMPTE SOUS TES MARTEAUX, LE FER DEVIENT DOCILE.
TU FAÇONNES LE BOIS, & TU PAITRIS L'ARGILE;
PAR TES SÇAVANTES MAINS, LA TOISON DES BREBIS,
LE LIN, LA SOYE & L'OR, SONT TISSUS EN HABITS.
LA FANGE DES METAUX, SOUS TES DOIGTS EPUREE,
BRILLE, AUX BESOINS PUBLICS NOBLEMENT CONSACREE;
ET LE MARBRE POLI S'ELEVE JUSQU'AUX CIEUX,
POUR LES PALAIS DES ROIS OU LES TEMPLES DES DIEUX.

TU NE TE BORNES PAS AU BIEN DE TA PATRIE.
LE MONDE ENTIER JOUIT DE TA NOBLE INDUSTRIE.
PAR LES NOEUDS DU COMMERCE EMBRASSANT L'UNIVERS.
TES MAINS FORMENT UN PONT SUR L'ABIME DES MERS.

SI LES PRINCES ARMES SE DISPUTENT LA TERRE,
TU FAIS PAR TA VALEUR LES DESTINS DE LA GUERRE.
TES CORPS SONT LES REMPARTS DES ETATS DESOLES;
C'EST TOI QUI RAFFERMIS LES TRONES EBRANLES.

QUE JE MEPRISE UN GRAND QUI, FIER DE SA NOBLESSE,
DORT INUTILE AU MONDE, AU SEIN DE LA MOLLESSE;
UN STUPIDE *CRASSUS*, ENERVE DE LANGUEUR,
QUI FATIGUE MES YEUX D'UN LUXE SANS PUDEUR!
NOUS ADMIRONS L'ECLAT; VAINS JUGES QUE NOUS SOMMES!
LE VERITABLE HONNEUR EST D'ETRE UTILE AUX HOMMES.
EN VAIN LES PREJUGES ONT OSE T'AVILIR,
PEUPLE; POUR TON PAYS, TU SÇAIS VIVRE & MOURIR.

IL EST, IL EST ENCORE UN PLUS RARE AVANTAGE.
LA TRANQUILLE INNOCENCE EST TON HEUREUX PARTAGE.
LES ROIS ONT DES ETATS, LES GRANDS ONT DES HONNEURS,
LE RICHE A DES TRESORS, & LE PEUPLE A DES MOEURS,
CE SIECLE MALHEUREUX FOULE AUX PIEDS LA NATURE.
LES NOMS DE FILS, D'EPOUX SEROIENT-ILS UNE INJURE?
LA DIGNITE BARBARE, AU COEURS DUR, A L'OEIL FIER,
EN PRONONÇANT CES NOMS CROIROIT S'HUMILIER.
C'EST VOUS, QUI DE VOS COEURS LEUR PRETEZ LA BASSESSE,
INGRATS, & LA NATURE A TOUJOURS SA NOBLESSE.
PEUPLE, CES NOMS POUR TOI N'ONT RIEN QUE DE SACRE;
ET TU N'AS POINT L'ORGUEIL D'ETRE DENATURE.

FATIGUES DE PLAISIRS, IDOLATRES D'EUX-MEMES,
LES COURTISANS ALTIERS, DANS LEURS GRANDEURS SUPREMES,
D'UN OEIL INDIFFERENT VERRONT DES MALHEUREUX.

LE PAUVRE EST NE SENSIBLE; IL S'ATTENDRIT SUR EUX
IL SOULAGE LEURS MAUX, IL RESSENT LEURS ALLARMES,
IL GOUTE LE PLAISIR DE REPANDRE DES LARMES.

IL N'A POINT CETTE GRACE & CES DEHORS FLATEURS,
DES MARQUIS DE NOS JOURS, AVANTAGES TROMPEURS;
ET JAMAIS SON ESPRIT, FAÇONNE PAR L'USAGE,
N'A, D'UN BRILLANT VERNIS, COLORE SON LANGAGE.
D'UN MASQUE SEDUISANT, IL N'EST PAS REVETU;
CE MASQUE EST LA DECENCE, & NON PAS LA VERTU.
L'ELEGANCE DES MOEURS ANNONCE LEUR RUINE.
CES COURTISANS POLIS, QUE L'INTERET DOMINE,
EN PLONGEANT UN POIGNARD VANTENT L'HUMANITE;
S'ILS ONT L'ECLAT DU MARBRE, ILS ONT SA DURETE.
OH QUE J'AIME BIEN MIEUX LA RUSTIQUE DROITURE
DU LABOUREUR CONDUIT PAR LA SIMPLE NATURE!
SOUS DES DEHORS GROSSIERS SON COEUR EST GENEREUX;
C'EST L'OR ENSEVELI SOUS UN TERREIN FANGEUX.

QUE DE COUPABLES MAINS S'ELEVANT JUSQU'AUX TRONES;
SUR LES TETES DES ROIS, EBRANLENT LEUR COURONNES;
PEUPLE, TU NE SÇAIS POINT PAR DE GRANDS ATTENTATS
EPOUVANTER LA TERRE, & CHANGER LES ETATS:
OU, DES COMLOTS FAMEUX INSTRUMENT & VICTIME,
SI TA MAIN QUELQUEFOIS A SECONDE LE CRIME,
C'EST LE SOUFFLE DES GRANDS QUI POUSSE TES VAISSEAUX
DANS LA NUIT DE L'ORAGE, EGARES SUR LES EAUX.
LES TIGRES, LES LIONS, ARDENS A SE DETRUIRE,
POUR REGNER DANS LES BOIS, DESOLENT LEUR EMPIRE:
DANS CES BOIS TEINTS DE SANG, CONTENTE DE SON GRAIN,
LA FOURMI CREUSE EN PAIX SON SEJOUR SOUTERRAIN.

JE TE RENDS GRACE, O CIEL, DONT LA BONTE PROPICE,
M'ECARTA DE CES RANGS QUI SONT UN PRECIPICE!
JE N'AI POINT EN NAISSANT REÇU DE MES AYEUX,
DE L'OR, DES DIGNITES, L'ECLAT D'UN NOM FAMEUX.
MAIS SI J'AI DES VERTUS, SI MON MALE COURAGE
A TOUJOURS DEDAIGNE L'INTRIGUE & L'ESCLAVAGE,
SI MON COEUR EST SENSIBLE AUX TRAITS DE LA PITIE,
S'IL EPROUVE LES FEUX DE LA RENDRE AMITIE,
ET SI L'HORREUR DU VICE & M'ANIME & M'ENFLAMME,
MON SORT EST TROP HEUREUX; J'AI LA GRANDEUR DE L'AME.

CROIT-ON QUE LE BONHEUR HABITE LES PALAIS,
SOIT TRAIÑE DANS UN CHAR, OU PORTE SOUS LE DAIS?
CES BIENS, CES DIGNITES & CES SUPERBES TABLES
NE FONT QUE TROP SOUVENT D'ILLUSTRES MISERABLES.
LE GERME DES DOULEURS INFECTE LEUR REPAS,
ET DANS DES COUPES D'OR, ILS BOIVENT LE TREPAS.
UN POISON PLUS FLATEUR, & PLUS CRUEL ENCORE,
VIENT FLETRIR LEURS BEAUX JOURS, OBSCURCIS DES L'AURORE.

VOIS CES SPECTRES DORES, S'AVENCER A PAS LENTS,
TRAINER D'UN CORPS USE, LES RESTES CHANCELANS,
ET SUR UN FRONT JAUNI, QU'A REIDE LA MOLLESSE,
ETALER A TRENTE ANS LEUR PRECOCE VIEILLESSE:
C'EST LA MAIN DU PLAISIR QUI CREUSE LEUR TOMBEAU,
ET BIENFAITEUR DU MONDE, IL DEVIENT LEUR BOURREAU.
LE CHAGRIN LES POURSUIT; LE DEMON DE L'INTRIGUE,
DE SES SOINS ETERNELS, LES TROUBLE & LES FATIGUE.
POUR EUX L'AMBITION A DES FEUX DEVORANS,
LA HAINE A DES POIGNARDS, L'ENVIE A DES SERPENS.
SOUS L'OR & SOUS LA POURPRE, ILS SONT CHARGES D'ENTRAVES.
ON LES ADORE EN DIEUX; ILS SOUFFRENT EN ESCLAVES.

PEUPLE, LES PASSIONS NE BRULENT PAS TON COEUR.
LE TRAVAIL ENTRETIENT TA ROBUSTE VIGUEUR.
HELAS, SANS LA SANTE, QUE M'IMPORTE UN ROYAUME!
ON VEILLE DANS LES COURS, & TU DORS SOUS LE CHAUME.
TU CONSERVES DES SENS: CHEZ TOI LE DOUX PLAISIR
S'AIGUISE PAR LA PEINE, & VIT PAR LE DESIR;
LE SOURIS D'UNE EPOUSE, UN FILS QUI TE CARESSE,
DES FETES D'UN HAMEAU LA RUSTIQUE ALLEGRESSE,
LES RAYONS D'UN BEAU JOUR, LA FRAICHEUR D'UN MATIN,
TE FONT BENIR LE CIEL, & CHARMENT TON DESTIN.
TES PLAISIRS SONT PUISES DANS UNE SOURCE PURE.
CE N'EST PLUS QUE POUR TOI, QU'EXISTE LA NATURE.

QUI VECUT SANS REMORDS, DOIT MOURIR SANS TOURMENT.
TU NE REGRETTES RIEN, DANS CET AFFREUX MOMENT.
PLUS ON FUT ELEVE, PLUS LA MORT EST TERRIBLE;
ET DU TRONE AU CERCUEIL LA PASSAGE EST HORRIBLE.
SUR L'UNIVERS ENTIER, LA MORT ETEND SES DROITS:
TOUT PERIT, LES HEROS, LES MINISTRES, LES ROIS.
RIEN NE SURNAGERA SUR L'ABIME DES AGES.
CE GLOBE EST UNE MER, COUVERTE DE NAUFRAGES.
QU'IMPORTE, LORSQU'ON DORT DANS LA NUIT DU TOMBEAU,
D'AVOIR PORTE LE SCEPTRE, OU TRAINÉ LE RATEAU?
L'ON N'Y DISTINGUE POINT L'ORGUEIL DU DIADEME;
DE L'ESCLAVE & DU ROI LA POUSSIERE EST LA MEME.
PEUPLE, D'UN OEIL SEREIN, ENVISAGE TON SORT.
N'ACCUSE POINT LA VIE, & MEPRISE LA MORT.
LA VIE EST UN ECLAIR; LA MORT EST UN ASYLE.
TON SORT EST D'ETRE HEUREUX; TA GLOIRE EST D'ETRE UTILE.
LE VICE SEUL EST BAS; LA VERTU FAIT LE RANG;
ET L'HOMME LE PLUS JUSTE EST AUSSI LE PLUS GRAND.

CET OUVRAGE, QUI A CONCOURU POUR LE PRIX, & QUI A BALANCE LES SUFFRAGES DE
L'ACADEMIE FRANÇOISE, FAIT A LA FOIS L'ELOGE DU COEUR & DE L'ESPRIT DE SON
AUTEUR. IL SE VEND CHEZ HERISSANT, LIBRAIRE, RUE S.JACQUES.

THE VIRGINIA DECLARATION OF RIGHTS
12TH JUNE 1776

1. THAT ALL MEN ARE BY NATURE EQUALLY FREE AND INDEPENDENT, AND HAVE CERTAIN INHERENT RIGHTS, OF WHICH, WHEN THEY ENTER INTO A STATE OF SOCIETY, THEY CANNOT, BY ANY COMPACT, DEPRIVE OR DIVEST THEIR POSTERITY; NAMELY, THE ENJOYMENT OF LIFE AND LIBERTY, WITH THE MEANS OF ACQUIRING AND POSSESSING PROPERTY, AND PURSUING AND OBTAINING HAPPINESS AND SAFETY.

2. THAT ALL POWER IS VESTED IN, AND CONSEQUENTLY DERIVED FROM, THE PEOPLE; THAT MAGISTRATES ARE THEIR TRUSTEES AND SERVANTS, AND AT ALL TIMES AMENABLE TO THEM.

3. THAT GOVERNMENT IS, OR OUGHT TO BE, INSTITUTED FOR THE COMMON BENEFIT, PROTECTION, AND SECURITY, OF THE PEOPLE, NATION, OR COMMUNITY, OF ALL THE VARIOUS MODES AND FORMS OF GOVERNMENT THAT IS BEST, WHICH IS CAPABLE OF PRODUCING THE GREATEST DEGREE OF HAPPINESS AND SAFETY, AND IS MOST EFFECTUALLY SECURED AGAINST THE DANGER OF MAL-ADMINISTRATION; AND THAT WHENEVER ANY GOVERNMENT SHALL BE FOUND INADEQUATE OR CONTRARY TO THESE PURPOSES, A MAJORITY OF THE COMMUNITY HATH AN INDUBITABLE, UNALIENABLE, AND INDEFEASIBLE RIGHT, to reform, ALTER, OR ABOLISH IT, IN SUCH MANNER AS SHALL BE JUDGED MOST CONDUCTIVE TO THE PUBLIC WEAL.

4. THAT NO MAN, OR SET OF MEN, ARE ENTITLED TO EXCLUSIVE OR SEPARATE EMOLUMENTS OR PRIVILEGES FROM THE COMMUNITY, BUT IN CONSIDERATION OF PUBLIC SERVICES; WHICH, NOT BEING DESCENDIBLE, NEITHER OUGHT THE OFFICES OF MAGISTRATE, LEGISLATOR, OR JUDGE, TO BE HEREDITARY.

Die Erklärung der Menschenrechte
Bill of Rights von Virginia 12. Juni 1776

1. Alle Menschen sind von Natur aus in gleicher Weise frei und unabhängig und besitzen bestimmte angeborene Rechte, die sie, wenn sie in ein Gemeinwesen eintreten, der Nachwelt durch keinerlei Vereinbarung rauben oder vorenthalten können, nämlich den Genuss des Lebens und der Freiheit, mit den Möglichkeiten Eigentum zu erwerben und zu besitzen und Glück und Sicherheit zu erstreben und zu erlangen.

2. Alle Macht steht dem Volke zu und leitet sich folglich von ihm her.
Alle Amtsträger sind ihm als bevollmächtigte und diener jederzeit verantwortlich.

3. Die Regierung ist oder soll eingesetzt sein zum gemeinsamen Wohl, zum Schutz und zur Sicherheit des Volkes, der Nation oder der Gemeinschaft. Von all den verschiedenen Regierungsformen ist diejenige die beste, die imstande ist, ein Höchstmass von Glück und Sicherheit zu schaffen und am wirksamsten gegen die Gefahr politischen Fehlverhaltens gesichert ist. Erweist sich eine Regierung als dieser Aufgabe nicht gewachsen oder handelt ihr zuwider, so soll die Mehrheit der Gemeinschaft ein unzweifelhaftes, unveräusserliches, unantastbares Recht haben, sie zu verbessern, zu verändern oder zu beseitigen, und zwar auf eine solche Art und Weise, wie es für das Gemeinwohl am förderlichsten erachtet wird.

4. Kein Mensch oder keine Gruppe von Menschen hat ein Anrecht auf ausschliessliche oder gesonderte Vergütungen oder Sonderrechte der Gemeinschaft, es sei denn in Anerkennung der Öffentlichen Dienste. Weder sind diese übertragbar, noch sollten die Ämter von Regierenden, Abgeordneten oder Richtern erblich sein.

5. THAT THE LEGISLATIVE AND EXECUTIVE POWERS OF THE STATE SHOULD BE SEPARATE AND DISTINCT FROM THE JUDICIARY; AND THAT THE MEMBERS OF THE TWO FIRST MAY BE RESTRAINED FROM OPPRESSION, BY FEELING AND PARTICIPATING THE BURTHENS OF THE PEOPLE, THEY SHOULD AT FIXED PERIODS, BE REDUCED TO A PRIVATE STATION, RETURN INTO THAT BODY FROM WHICH THEY WERE ORIGINALLY TAKEN, AND THE VACANCIES BE SUPPLIED BY FREQUENT, CERTAIN, AND REGULAR ELECTIONS, IN WHICH ALL, OR ANY PART OF THE FORMER MEMBERS, TO BE AGAIN ELIGIBLE, OR INELIGIBLE, AS THE LAWS SHALL DIRECT.

6. THAT ELECTIONS OF MEMBERS TO SERVE AS REPRESENTATIVES OF THE PEOPLE, IN ASSEMBLY, OUGHT TO BE FREE; AND THAT ALL MEN, HAVING SUFFICIENT EVIDENCE OF PERMANENT COMMON INTEREST WITH, AND ATTACHMENT TO, THE COMMUNITY, have the right of suffrage, AND CANNOT BE TAXED OR DEPRIVED OF THEIR PROPERTY FOR PUBLIC USES WITHOUT THEIR OWN CONSENT, OR THAT OF THEIR REPRESENTATIVES SO ELECTED, NOR BOUND BY ANY LAW TO WHICH THEY HAVE NOT, IN LIKE MANNER, ASSENTED, FOR THE PUBLIC GOOD.

7. THAT ALL POWER OF SUSPENDING LAWS, OR THE EXECUTION OF LAWS, BY ANY AUTHORITY WITHOUT CONSENT OF THE REPRESENTATIVES OF THE PEOPLE, IS INJURIOUS TO THEIR RIGHTS, AND OUGHT NOT TO BE EXERCISED.

8. THAT IN ALL CAPITAL OR CRIMINAL PROSECUTIONS A MAN HATH A RIGHT TO DEMAND THE CAUSE AND NATURE OF HIS ACCUSATION, TO BE CONFRONTED WITH THE ACCUSERS AND WITNESSES, TO CALL FOR EVIDENCE IN HIS FAVOUR, AND TO A SPEEDY TRIAL BY AN IMPARTIAL JURY OF HIS VICINAGE, WITHOUT WHOSE UNANIMOUS CONSENT HE CANNOT BE FOUND GUILTY, NOR CAN HE BE

5. Die gesetzgebende und die ausführende Gewalt des Staates soll von der richterlichen getrennt und unterschieden sein. Die Mitglieder dieser beiden ersten Gewalten sollen, indem sie die Lasten des Volkes fühlen und an ihnen teilhaben, von der Unterdrückung abgehalten werden, sie sollen deshalb in regelmässigen abständen in die private Stellung zurückverwiesen werden und in die Gemeinde zurückkehren, aus der sie ursprünglich geholt wurden. Die freigewordenen Stellen sollen durch häufige, bestimmte und regelmässige Wahlen wiederbesetzt werden, bei denen, je nach Vorgabe der Gesetze, alle oder ein gewisser Teil früherer Mitglieder erneut oder nicht mehr wählbar sind.

6. Die Wahlen der Abgeordneten, die als Volksvertreter in der Versammlung dienen, sollen frei sein. Alle Männer, die ihre dauernde Verbundenheit und ihr ständiges Interesse am Gemeinwohl ausreichend unter Beweis gestellt haben, geniessen das Wahlrecht und können ohne ihre Einwilligung oder die ihrer so gewählten Vertreter weder zugunsten der öffentlichen Hand besteuert oder enteignet, noch irgendeinem Gesetz unterworfen werden, dem sie nicht in gleicher weise um des öffentlichen Wohls willen zugestimmt haben.

7. Jede aufschiebende oder jede ausführende Gesetzesgewalt ist, durch welche Obrigkeit auch immer, ohne Zustimmung der Volksvertreter eine Schädigung ihrer Rechte und soll nicht ausgeführt werden.

8. Bei allen Kapitalverbrechen oder Strafsachen hat jedermann ein Anrecht, Grund und Art der Anklage zu erfahren, den Anklägern und Zeugen gegenübergestellt zu werden, Entlastungszeugen herbeizurufen und eine rasches Verfahren durch ein

COMPELLED TO GIVE EVIDENCE AGAINST HIMSELF; THAT NO MAN BE DEPRIVED OF HIS LIBERTY EXCEPT BY THE LAW OF THE LAND, OR THE JUDGMENT OF HIS PEERS.

9. THAT EXCESSIVE BAIL OUGHT NOT TO BE REQUIRED, NOR EXCESSIVE FINES IMPOSED, NOR CRUEL AN UNUSUAL PUNISHMENTS INFLICTED.

10. THAT GENERAL WARRANTS, WHEREBY ANY OFFICER OR MESSENGER MAY BE COMMANDED TO SEARCH SUSPECTED PLACES WITHOUT EVIDENCE OF A FACT COMMITTED, OR TO SEIZE ANY PERSON OR PERSONS NOT NAMED, OR WHOSE OFFENCE IS NOT PARTICULARLY DESCRIBED AND SUPPORTED BY EVIDENCE, ARE GRIEVOUS AND OPPRESSIVE, AND OUGHT NOT TO BE GRANTED.

11. THAT IN CONTROVERSIES RESPECTING PROPERTY, AND IN SUITS BETWEEN MAN AND MAN, THE ANCIENT TRIAL BY JURY IS PREFERABLE TO ANY OTHER, AND OUGHT TO BE HELD SACRED.

12. THAT THE FREEDOM OF THE PRESS IS ONE OF THE GREAT BULWARKS OF LIBERTY, AND CAN NEVER BE RESTRAINED BUT BY DESPOTICK GOVERNMENTS.

13. THAT A WELL REGULATED MILITIA, COMPOSED OF THE BODY OF THE PEOPLE, TRAINED TO ARMS, IS THE PROPER, NATURAL, AND SAFE DEFENCE OF A FREE STATE; THAT STANDING ARMIES, IN TIME OF PEACE, SHOULD BE AVOIDED, AS DANGEROUS TO LIBERTY: AND THAT, IN ALL CASES, THE MILITARY SHOULD BE UNDER STRICT SUBORDINATION TO, AND GOVERNED BY, THE CIVIL POWER.

14. THAT THE PEOPLE HAVE A RIGHT TO UNIFORM GOVERNMENT; AND THEREFORE, THAT NO GOVERNMENT SEPARATE FROM, OR INDEPENDENT OF, THE GOVERNMENT OF VIRGINIA,

unparteiisches Gremium von zwölf Männern aus den Reihen seiner Mitbürger zu verlangen, ohne deren einstimmigen Spruch er nicht für schuldig befunden werden kann. Auch kann er nicht gezwungen werden, gegen sich selber auszusagen. Niemand kann seiner Freiheit beraubt werden, ausser durch das Landesgesetz oder das Urteil von seinesgleichen.

9. Es sollen weder ausserordentlich hohe Bürgschaften verlangt, noch übermässige Geldstrafen auferlegt, noch grausame und unübliche Strafen verhängt werden.

10. Allgemeine Durchsuchungs- oder Haftbefehle, durch die ein Beamter oder Beauftragter ermächtigt wird, verdächtige Örtlichkeiten ohne Beweis einer begangenen Tat zu durchsuchen oder eine oder mehrere Personen festzunehmen, deren Straftat nicht eindeutig beschrieben und durch Beweise unterstützt ist, sind schwer kränkend und erdrückend und sollen nicht gestattet werden.

11. Bei Eigentumsstreitigkeiten und bei Privatklagen ist die althergebrachte Verhandlung vor einem Geschworenengericht jeder anderen vorzuziehen und soll heilig bleiben.

12. Die Pressefreiheit ist eines der starken Bollwerke der Freiheit und kann niemals, ausser durch despotische Regierungen, eingeschränkt werden.

13. Eine wohldisziplinierte Miliz aus dem Volk gebildet, in Waffen geübt, ist der angemessene, natürliche und sichere Schutz eines freien Staates; stehende Heere sollen in Friedenszeiten als der Freiheit gefährlich vermieden werden; in jedem Fall soll das Militär der Zivilgewalt streng untergeordnet sein und von ihr beherrscht werden.

OUGHT TO BE ERECTED OR ESTABLISHED WITHIN THE LIMITS THEREOF.

15. THAT NO FREE GOVERNMENT, OR THE BLESSING OF LIBERTY, CAN BE PRESERVED TO ANY PEOPLE BUT BY A FIRM ADHERENCE TO JUSTICE, MODERATION, TEMPERANCE, FRUGALITY, AND VIRTUE, AND BY FREQUENT RECURRENCE TO FUNDAMENTAL PRINCIPLES.

16. THAT RELIGION, OR THE DUTY WHICH WE OWE TO OUR CREATOR, AND THE MANNER OF DISCHARGING IT, CAN BE DIRECTED ONLY BY REASON AND CONVICTION, NOT BY FORCE OR VIOLENCE, AND THEREFORE ALL MEN ARE EQUALLY ENTITLED TO THE FREE EXERCISE OF RELIGION, ACCORDING TO THE DICTATES OF CONSCIENCE; AND THAT IT IS THE MUTUAL DUTY OF ALL TO PRACTICE CHRISTIAN FORBEARANCE, LOVE, AND CHARITY, TOWARDS EACH OTHER.

14. Das Volk hat ein Recht auf eine einheitliche Regierung. Daher soll keine Regierung gesondert oder unabhängig von der Regierung Virginias innerhalb von dessen Grenzen errichtet oder eingesetzt werden.

15. Eine freie Regierung oder die Segnungen der Freiheit können jedem Volke nur bewahrt bleiben durch beharrliches festhalten an der Gerechtigkeit, Mässigung, Zurückhaltung, Sparsamkeit und Tugend und durch häufiges Besinnen auf die wesentlichen Grundprinzipien.

16. Die Religion oder die Pflicht gegenüber unserem Schöpfer und die Art, wie wir sie erfüllen, kann nur durch Vernunft und Überzeugung, nicht durch Zwang oder Gewalt bestimmt sein. Folglich haben alle Menschen einen gleichen Anspruch auf freie Ausübung der Religion nach den geboten ihres Gewissens, und alle sind verpflichtet zu gegenseitiger christlicher Nachsicht, liebe und Barmherzigkeit.

LA DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME
ET DU CITOYEN DE 1789

ARTICLE PREMIER. LES HOMMES NAISSENT
ET DEMEURENT LIBRES ET EGAUX EN
DROITS. LES DISTINCTIONS SOCIALES NE
PEUVENT ETRE FONDEES QUE SUR
L'UTILITE COMMUNE.

II. LE BUT DE TOUTE ASSOCIATION
POLITIQUE EST LA CONSERVATION DES
DROITS NATURELS ET IMPRESCRIPTIBLES
DE L'HOMME. CES DROITS SONT LA LIBERTE,
LA PROPRIETE, LA SURETE ET LA
RESISTANCE A L'OPPRESSION.

III. LE PRINCIPE DE TOUTE SOUVERAINETE
RESIDE ESSENTIELLEMENT DANS LA
NATION. NUL CORPS, NUL INDIVIDU NE PEUT
EXERCER D'AUTORITE QUI N'EN EMANE
EXPRESSEMENT.

IV. LA LIBERTE CONSISTE A POUVOIR FAIRE
TOUT CE QUI NE NUIT PAS A AUTRUI: AINSI
L'EXERCICE DES DROITS NATURELS DE
CHAQUE HOMME N'A DE BORNES QUE
CELLES QUI ASSURENT AUX AUTRES
MEMBRES DE LA SOCIETE, LA JOUISSANCE
DE CES MEMES DROITS. CES BORNES NE
PEUVENT ETRE DETERMINEES QUE PAR LA
LOI.

V. LA LOI N'A LE DROIT DE DEFENDRE QUE
LES ACTIONS NUISIBLES A LA SOCIETE.
TOUT CE QUI N'EST PAS DEFENDU PAR LA
LOI NE PEUT ETRE EMPECHE, ET NUL NE
PEUT ETRE CONTRAINT A FAIRE CE QU'ELLE
N'ORDONNE PAS.

VI. LA LOI EST L'EXPRESSION DE LA
VOLONTE GENERALE. TOUS LES CITOYENS
ONT DROIT DE CONCOURIR
PERSONNELLEMENT, OU PAR LEURS
REPRESENTANTS, A SA FORMATION. ELLE
DOIT ETRE LA MEME POUR TOUS, SOIT
QU'ELLE PROTEGE, SOIT QU'ELLE PUNISSE.
TOUS LES CITOYENS ETANT EGAUX A SES
YEUX, SONT EGALEMENT ADMISSIBLES A
TOUTES DIGNITES, PLACES ET EMPLOIS
PUBLICS, SELON LEUR CAPACITE, ET SANS
AUTRE DISTINCTION QUE CELLE DE LEURS
VERTUS ET DE LEURS TALENTS.

ERKLÄRUNG DER **MENSCHEN- UND
BÜRGERRECHTE**, PARIS, AUGUST 1789

1. DIE MENSCHEN WERDEN FREI UND
GLEICH AN RECHTEN GEBOREN UND
BLEIBEN ES. GESELLSCHAFTLICHE
UNTERSCHIEDE KÖNNEN NUR AUF DEM
GEMEINSAMEN NUTZEN GEGRÜNDET SEIN.

2. ZIEL JEDER POLITISCHEN VEREINIGUNG
IST DIE ERHALTUNG DER NATÜRLICHEN UND
UNABDINGBAREN MENSCHENRECHTE.
DIESE RECHTE SIND DIE FREIHEIT, DAS
EIGENTUM, DIE SICHERHEIT UND DER
WIDERSTAND GEGEN DIE
UNTERDRÜCKUNG.

3. DER URSPRUNG ALLER SOUVERÄNITÄT
RUHT SEINEM WESEN NACH IM VOLKE.
KEINE KÖRPERSCHAFT, NIEMAND KANN
AUTORITÄT AUSÜBEN, DIE NICHT
AUSDRÜCKLICH DARAUS HERVORGEHT.

4. DIE FREIHEIT BESTEHT DARIN, ALLES TUN
ZU KÖNNEN, WAS ANDEREN NICHT
SCHADET: ALSO HAT DIE AUSÜBUNG DER
NATÜRLICHEN RECHTE JEDES MENSCHEN
KEINE SCHRANKEN ALS JENE, DIE DEN
ÜBRIGEN GLIEDERN DER GESELLSCHAFT
DIE NUTZNIESSUNG DIESER NÄMLICHEN
RECHTE SICHERN. DIESE SCHRANKEN
KÖNNEN NUR DURCH DAS GESETZ
BESTIMMT WERDEN.

5. DAS GESETZ HAT NUR DAS RECHT,
HANDLUNGEN ZU VERBIETEN, DIE DER
GESELLSCHAFT SCHÄDLICH SIND. ALLES,
WAS DURCH DAS GESETZ NICHT VERBOTEN
IST, KANN NICHT VERHINDERT WERDEN,
UND NIEMAND KANN GENÖTIGT WERDEN, ZU
TUN, WAS DAS GESETZ NICHT VERORDNET.

6. DAS GESETZ IST DER AUSDRUCK DES
ALLGEMEINEN WILLENS. ALLE BÜRGER SIND
BEFUGT, PERSÖNLICH ODER DURCH IHRE
VERTRETER AN SEINER BILDUNG
MITZUWIRKEN. ES SOLL FÜR ALLE GLEICH
SEIN, MAG ES SCHÜTZEN ODER STRAFEN.
DA ALLE BÜRGER IN SEINEN AUGEN GLEICH
SIND, SOLLEN SIE GLEICHERMASSEN ZU
ALLEN WÜRDEN, STELLEN UND
ÖFFENTLICHEN ÄMTERN ZUGELASSEN
WERDEN, NACH IHRER FÄHIGKEIT UND
OHNE ANDEREN UNTERSCHIED ALS DEN
IHRER TUGENDEN UND BEGABUNGEN.

VII. NUL HOMME NE PEUT ETRE ACCUSE, ARRETE, NI DETENU QUE DANS LES CAS DETERMINES PAR LA LOI, ET SELON LES FORMES QU'ELLE A PRESCRITES. CEUX QUI SOLLICITENT, EXPEDIENT, EXECUTENT OU FONT EXECUTER DES ORDRES ARBITRAIRES, DOIVENT ETRE PUNIS: MAIS TOUT CITOYEN APPELE OU SAISI EN VERTU DE LA LOI, DOIT OBEIR A L'INSTANT: IL SE REND COUPABLE PAR LA RESISTANCE.

VIII. LA LOI NE DOIT ETABLIR QUE DES PEINES STRICTEMENT ET EVIDEMMENT NECESSAIRES, ET NUL NE PEUT ETRE PUNI QU'EN VERTU D'UNE LOI ETABLIE ET PROMULGUEE ANTERIEUREMENT AU DELIT, ET LEGALEMENT APPLIQUEE.

IX. TOUT HOMME ETANT PRESUME INNOCENT JUSQU'A CE QU'IL AIT ETE DECLARE COUPABLE, S'IL EST JUGE INDISPENSABLE DE L'ARRETER, TOUTE RIGUEUR QUI NE SERAIT PAS NECESSAIRE POUR S'ASSURER DE SA PERSONNE, DOIT ETRE SEVEREMENT REPRIMEE PAR LA LOI.

X. NUL NE DOIT ETRE INQUIETE POUR SES OPINIONS, MEME RELIGIEUSES, POURVU QUE LEUR MANIFESTATION NE TROUBLE PAS L'ORDRE PUBLIC ETABLI PAR LA LOI.

XI. LA LIBRE COMMUNICATION DES PENSEES ET DES OPINIONS EST UN DES DROITS LES PLUS PRECIEUX DE L'HOMME: TOUT CITOYEN PEUT DONC PARLER, ECRIRE, IMPRIMER LIBREMENT, SAUF A REPENDRE DE L'ABUS DE CETTE LIBERTE, DANS LES CAS DETERMINES PAR LA LOI.

XII. LA GARANTIE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN NECESSITE UNE FORCE PUBLIQUE: CETTE FORCE EST DONC INSTITUTEE POUR L'AVANTAGE DE TOUS, ET NON POUR L'UTILITE PARTICULIERE DE CEUX AUXQUELS ELLE EST CONFIEE.

XIII. POUR L'ENTRETIEN DE LA FORCE PUBLIQUE, ET POUR LES DEPENSES

7. KEIN MENSCH KANN ANGEKLAGT, IN HAFT GENOMMEN ODER GEFANGEN GEHALTEN WERDEN AUSSER IN DEN DURCH DAS GESETZ BESTIMMTEN FÄLLEN UND IN DEN FORMEN, WELCHE ES VORGESCHRIEBEN HAT. DIEJENIGEN, WELCHE WILLKÜRLICHE ANORDNUNGEN VERANLASSEN, AUSFERTIGEN, VOLLZIEHEN ODER VOLLZIEHEN LASSEN, SOLLEN BESTRAFT WERDEN; ABER JEDER BÜRGER, VORGELADEN ODER FESTGENOMMEN KRAFT GESETZES, SOLL AUF DER STELLE GEHORCHEN; ER MACHT SICH DURCH WIDERSTAND SCHULDIG.

8. DAS GESETZ SOLL NUR STRAFEN FESTSETZEN, WELCHE UNBEDINGT UND OFFENSICHTLICH NOTWENDIG SIND, UND NIEMAND KANN BESTRAFT WERDEN AUSSER MITTELS EINES VOR DER TAT AUFGESTELLTEN, VERKÜNDETEN UND RECHTMÄSSIG ANGEWANDTEN GESETZES.

9. JEDER MENSCH WIRD SO LANGE ALS UNSCHULDIG ANGESEHEN, BIS ER FÜR SCHULDIG ERKLÄRT IST, UND WENN SEINE VERHAFTUNG FÜR UNUMGÄNGLICH ERACHTET WIRD, SOLL JEDE HÄRTE, DIE NICHT NOTWENDIG WÄRE, UM SICH SEINER PERSON ZU VERSICHERN, DURCH DAS GESETZ STRENG UNTERBUNDEN WERDEN.

10. NIEMAND SOLL WEGEN SEINER MEINUNGEN, AUCH DER RELIGIÖSEN, VERFOLGT WERDEN, SOFERN IHRE ÄUSSERUNG DIE DURCH DAS GESETZ ERRICHTETE ÖFFENTLICHE ORDNUNG NICHT STÖRT.

11. DIE FREIE ÄUSSERUNG VON GEDANKEN UND MEINUNGEN IST EINES DER KOSTBARSTEN RECHTE DES MENSCHEN; JEDER BÜRGER KANN MITHIN FREI SPRECHEN, SCHREIBEN, DRUCKEN, UNTER VORBEHALT DER VERANTWORTLICHKEIT FÜR DEN MISSBRAUCH DIESER FREIHEIT IN DEN DURCH DAS GESETZ BESTIMMTEN FÄLLEN.

12. DER SCHUTZ DER MENSCHEN- UND BÜRGERRECHTE ERFORDERT EINE ORDNUNGSMACHT; DIESE MACHT IST ALSO EINGESETZT FÜR DEN VORTEIL ALLER, UND NICHT FÜR DEN BESONDEREN NUTZEN DERER, DENEN SIE ANVERTRAUT IST.

13. FÜR DEN UNTERHALT DER ORDNUNGSMACHT UND FÜR DIE KOSTEN DER

D'ADMINISTRATION, UNE CONTRIBUTION COMMUNE EST INDISPENSABLE. ELLE DOIT ETRE EGALEMENT REPARTIE ENTRE TOUS LES CITOYENS, EN RAISON DE LEURS FACULTES.

XIV. TOUS LES CITOYENS ONT LE DROIT DE CONSTATER, PAR EUX-MEMES OU PAR LEURS REPRESENTANTS, LA NECESSITE DE LA CONTRIBUTION PUBLIQUE, DE LA CONSENTIR LIBREMENT, D'EN SUIVRE L'EMPLOI ET D'EN DETERMINER LA QUOTITE, L'ASSIETTE, LE RECOUVREMENT ET LA DUREE.

XV. LA SOCIETE A LE DROIT DE DEMANDER COMPTE A TOUT AGENT PUBLIC DE SON ADMINISTRATION.

XVI. TOUTE SOCIETE DANS LAQUELLE LA GARANTIE DES DROITS N'EST PAS ASSUREE, NI LA SEPARATION DES POUVOIRS DETERMINEE, N'A POINT DE CONSTITUTION.

XVII. LES PROPRIETES ETANT UN DROIT INVIOLENT ET SACRE, NUL NE PEUT EN ETRE PRIVE, SI CE N'EST LORSQUE LA NECESSITE PUBLIQUE, LEGALEMENT CONSTATEE, L'EXIGE EVIDEMMENT, ET SOUS LA CONDITION D'UNE JUSTE ET PREALABLE INDEMNITE.

VERWALTUNG IST EIN GEMEINSCHAFTLICHER BEITRAG UNERLÄSSLICH; DIESER SOLL AUF ALLE BÜRGER IN GLEICHER WEISE NACH IHREN MÖGLICHKEITEN VERTEILT WERDEN.

14. ALLE BÜRGER SIND BERECHTIGT, SELBST ODER DURCH IHRE VERTRETER DIE NOTWENDIGKEIT DES ÖFFENTLICHEN BEITRAGES FESTZUSTELLEN, IHN FREI ZU BEWILLIGEN, SEINE VERWENDUNG ZU ÜBERWACHEN SOWIE HÖHE, BEMESSUNGSGRUNDLAGEN, EINTREIBUNG UND DAUER ZU BESTIMMEN.

15. DIE GESELLSCHAFT IST BEFUGT, VON JEDEM ÖFFENTLICHEN BEAMTEN RECHENSCHAFT ÜBER SEINE AMTSFÜHRUNG ZU VERLANGEN.

16. JEDE GESELLSCHAFT, IN DER WEDER DER SCHUTZ DER RECHTE ZUGESICHERT NOCH DIE TRENNUNG DER GEWALTEN FESTGELEGT IST, HAT KEINE VERFASSUNG.

17. DAS EIGENTUM ALS UNVERLETZLICHES UND GEHEILIGTES RECHT KANN NIEMANDEM GENOMMEN WERDEN, ES SEI DENN, DASS EINE ÖFFENTLICHE, RECHTMÄSSIG FESTGESTELLTE NOTWENDIGKEIT ES KLAR ERFORDERTE, UND UNTER DER BEDINGUNG EINER GERECHTEN UND VORHER FESTGESETZTEN ENTSCHÄDIGUNG.

DECLARATION DES DROITS DE LA FEMME
ET DE LA CITOYENNE, OLYMPE DE GOUGES
1791

ARTICLE PREMIER. LA FEMME NAIT LIBRE
ET DEMEURE EGALE A L'HOMME EN
DROITS. LES DISTINCTIONS SOCIALES NE
PEUVENT ETRE FONDEES QUE SUR
L'UTILITE COMMUNE.

II. LE BUT DE TOUTE ASSOCIATION
POLITIQUE EST LA CONSERVATION DES
DROITS NATURELS ET IMPRESCRIPTIBLES
DE LA FEMME ET DE L'HOMME: CES DROITS
SONT LA LIBERTE, LA PROPRIETE, LA
SURETE, ET SURTOUT LA RESISTANCE A
L'OPPRESSION.

III. LE PRINCIPE DE TOUTE SOUVERAINETE
RESIDE ESSENTIELLEMENT DANS LA
NATION, QUI N'EST QUE LA REUNION DE LA
FEMME ET DE L'HOMME: NUL CORPS, NUL
INDIVIDU, NE PEUT EXERCER D'AUTORITE
QUI N'EN EMANE EXPRESSEMENT.

IV. LA LIBERTE ET LA JUSTICE
CONSISTENT A RENDRE TOUT CE QUI
APPARTIENT A AUTRUI; AINSI L'EXERCICE
DES DROITS NATURELS DE LA FEMME N'A
DE BORNES QUE LA TYRANNIE
PERPETUELLE QUE L'HOMME LUI OPPOSE;
CES BORNES DOIVENT ETRE REFORMEES
PAR LES LOIS DE LA NATURE ET DE LA
RAISON.

V. LES LOIS DE LA NATURE DE LA RAISON
DEFENDENT TOUTES ACTIONS NUISIBLES A
LA SOCIETE: TOUT CE QUI N'EST PAS
DEFENDU PAR CES LOIS, SAGES ET
DIVINES, NE PEUT-ETRE EMPECHE, ET NUL
NE PEUT-ETRE CONTRAINT A FAIRE CE
QU'ELLES N'ORDONNENT PAS.

VI. LA LOI DOIT ETRE L'EXPRESSION DE LA
VOLONTE GENERALE; TOUTES
CITOYENNES ET CITOYENS DOIVENT
CONCOURIR PERSONNELLEMENT, OU PAR
LEURS REPRESENTANTS, A SA
FORMATION; ELLE DOIT ETRE LA MEME
POUR TOUS: TOUTES LES CITOYENNES ET
TOUS LES CITOYENS, ETANT EGAUX A SES
YEUX, DOIVENT ETRE EGALEMENT
ADMISSIBLES A TOUTES DIGNITES, PLACES
ET EMPLOIS PUBLICS, SELON LEURS
CAPACITES, ET SANS AUTRES

ERKLÄRUNG DER **RECHTE DER FRAU UND
DER BÜRGERIN**, PARIS 1791
OLYMPE DE GOUGES 1752 - 1793

1. DIE FRAU IST FREI GEBOREN UND BLEIBT
DEM MANNE GLEICH AN RECHTEN.
GESELLSCHAFTLICHE UNTERSCHIEDE
KÖNNEN NUR AUF DEM GEMEINSAMEN
NUTZEN GEGRÜNDET SEIN.

2. ZIEL JEDER POLITISCHEN VEREINIGUNG IST
DIE ERHALTUNG DER NATÜRLICHEN UND
UNABDINGBAREN RECHTE SOWOHL DER
FRAU ALS AUCH DES MANNES. DIESE RECHTE
SIND: DIE FREIHEIT, DAS EIGENTUM, DIE
SICHERHEIT UND BESONDERS DAS RECHT
AUF WIDERSTAND GEGEN UNTERDRÜCKUNG.

3. DER URSPRUNG ALLER SOUVERÄNITÄT
RUHT SEINEM WESEN NACH IM VOLKE, DAS IN
NICHTS ANDEREM ALS IN DER VEREINIGUNG
VON FRAUEN UND MÄNNERN BESTEHT. KEINE
KÖRPERSCHAFT, NIEMAND KANN AUTORITÄT
AUSÜBEN, DIE NICHT AUSDRÜCKLICH DARAUS
HERVORGEHT.

4. FREIHEIT UND GERECHTIGKEIT BESTEHEN
DARIN, DEM ANDEREN DAS ZU GEBEN, WAS
IHM ZUSTEHT. SO FINDET DIE AUSÜBUNG DER
NATÜRLICHEN RECHTE DER FRAU IHRE
EINSCHRÄNKUNG ALLEIN IN DER
FORTDAUERNDEN TYRANNEI, DIE DER MANN
IHR ENTGEGENSETZT. DIESE
EINSCHRÄNKUNGEN MÜSSEN DURCH DIE
GESETZE DER NATUR UND DIE VERNUNFT
VERÄNDERT WERDEN.

5. DIE GESETZE DER NATUR UND VERNUNFT
VERBIETEN JEDE FÜR DIE GESELLSCHAFT
SCHÄDLICHE HANDLUNG. ALLES, WAS DURCH
DIESE WEISEN UND GÖTTLICHEN GESETZE
NICHT VERBOTEN IST, KANN NICHT
VERHINDERT WERDEN UND NIEMAND DARF
GENÖTIGT WERDEN, ZU TUN, WAS DIESE
GESETZE NICHT VERORDNEN.

6. DAS GESETZ SOLL AUSDRUCK DES
ALLGEMEINEN WILLENS SEIN. ALLE
BÜRGERINNEN UND BÜRGER SOLLEN
PERSÖNLICH ODER DURCH IHRE VERTRETER
AN SEINER BILDUNG MITWIRKEN; ES SOLL
FÜR ALLE GLEICH SEIN: DA ALLE
BÜRGERINNEN UND BÜRGER IN SEINEN
AUGEN GLEICH SIND, SOLLEN SIE
GLEICHERMASSEN ZU ALLEN WÜRDEN,
STELLEN UND ÖFFENTLICHEN ÄMTERN
ZUGELASSEN WERDEN, NACH IHREN
FÄHIGKEITEN, OHNE ANDERE UNTERSCHIEDE

DISTINCTIONS QUE CELLES DE LEURS VERTUS ET DE LEURS TALENTS.

ALS DIE IHRER TUGENDEN UND BEGABUNGEN.

VII. NULLE FEMME N'EST EXCEPTÉE; ELLE EST ACCUSÉE, ARRÊTÉE, ET DÉTENUÉ DANS LES CAS DÉTERMINÉS PAR LA LOI. LES FEMMES OBEISSENT COMME LES HOMMES À CETTE LOI RIGOUREUSE.

7. KEINER FRAU SOLLEN SONDERRECHTE EINGERÄUMT WERDEN. SIE WIRD ANGEKLAGT, VERHAFTET UND IN DEN DURCH DAS GESETZ BESTIMMTEN FÄLLEN IN HAFT GEHALTEN. FRAUEN UNTERSTEHEN DEM GLEICHEN STRENGEN GESETZ WIE MÄNNER.

VIII. LA LOI NE DOIT ÉTABLIR QUE DES PEINES STRICTEMENT ET ÉVIDEMMENT NECESSAIRES, ET NUL NE PEUT ÊTRE PUNI QU'EN VERTU D'UNE LOI ÉTABLIE ET PROMULGUÉE ANTERIEUREMENT AU DÉLIT ET LÉGALEMENT APPLIQUÉE AUX FEMMES.

8. DAS GESETZ SOLL NUR STRAFEN FESTSETZEN, WELCHE UNBEDINGT UND OFFENSICHTLICH NOTWENDIG SIND, UND NIEMAND KANN BESTRAFT WERDEN, AUSSER MITTELS EINES RECHTSGÜLTIGEN GESETZES, DAS VOR DER TAT AUFGESTELLT, VERKÜNDET UND RECHTMÄSSIG AUF FRAUEN ANGEWANDT WIRD.

IX. TOUTE FEMME ÉTANT DÉCLARÉE COUPABLE, TOUTE RIGEUR EST EXERCÉE PAR LA LOI.

9. GEGENÜBER JEDER FRAU, DIE FÜR SCHULDIG BEFUNDEN WURDE, SOLL DAS GESETZ IN SEINER GANZEN STRENGE ANGEWANDT WERDEN.

X. NUL NE DOIT ÊTRE INQUIÈTE POUR SES OPINIONS MEMES FONDAMENTALES, LA FEMME A LE DROIT DE MONTER SUR L'ÉCHAFAUD; ELLE DOIT AVOIR ÉGALEMENT CELUI DE MONTER À LA TRIBUNE; POURVU QUE SES MANIFESTATIONS NE TROUBLENT PAS L'ORDRE PUBLIC ÉTABLI PAR LA LOI.

10. NIEMAND SOLL WEGEN SEINER MEINUNGEN, SELBST WENN SIE DIE GRUNDSÄTZE BERÜHREN, VERFOLGT WERDEN. DIE FRAU HAT DAS RECHT, DAS SCHAFFOTT ZU BESTEIGEN. SIE MUSS GLEICHERMASSEN DAS RECHT HABEN, DIE REDNERTRIBÜNE ZU BESTEIGEN, SOFERN IHRE ÄUSSERUNGEN DIE DURCH DAS GESETZ ERRICHTETE ÖFFENTLICHE ORDNUNG NICHT STÖREN.

XI. LA LIBRE COMMUNICATION DES PENSÉES ET DES OPINIONS EST UN DES DROITS LES PLUS PRÉCIEUX DE LA FEMME, PUISQUE CETTE LIBERTÉ ASSURE LA LÉGITIMITÉ DES PÈRES ENVERS LES ENFANTS. TOUTE CITOYENNE PEUT DONC DIRE LIBREMENT, JE SUIS MÈRE D'UN ENFANT QUI VOUS APPARTIENT, SANS QU'UN PRÉJUGE BARBARE LA FORCE À DISSIMULER LA VÉRITÉ; SAUF À RÉPONDRE DE L'ABUS DE CETTE LIBERTÉ DANS LES CAS DÉTERMINÉS PAR LA LOI.

11. DIE FREIE MITTEILUNG VON GEDANKEN UND MEINUNGEN IST EINES DER KOSTBARSTEN RECHTE DER FRAU, DENN DIESE FREIHEIT SICHERT IHR DIE RECHTMÄSSIGE ANERKENNUNG DER VÄTERSCHAFT FÜR IHRE KINDER. JEDE BÜRGERIN KANN MITHIN FREI SAGEN, ICH BIN DIE MUTTER EINES KINDES, DAS DIR GEHÖRT, OHNE DASS EIN BARBARISCHES VORURTEIL SIE ZWINGT, DIE WAHRHEIT ZU VERBERGEN; UNTER VORBEHALT DER VERANTWORTLICHKEIT FÜR DEN MISSBRAUCH DIESER FREIHEIT IN DEN DURCH DAS GESETZ BESTIMMTEN FÄLLEN.

XII. LA GARANTIE DES DROITS DE LA FEMME ET DE LA CITOYENNE NECESSITE UNE UTILITÉ MAJEURE; CETTE GARANTIE DOIT ÊTRE INSTITUÉE POUR L'AVANTAGE DE TOUS, ET NON POUR L'UTILITÉ PARTICULIÈRE DE CELLES À QUI ELLE EST CONFIEE.

12. DER SCHUTZ DER RECHTE DER FRAU UND BÜRGERIN IST UM EINES HÖHEREN NUTZENS WILLEN NOTWENDIG; DIESER SCHUTZ SOLL ZUM VORTEIL ALLER GEWÄHRT WERDEN UND NICHT NUR FÜR DEN BESONDEREN NUTZEN DER FRAUEN, DIE DIESEN SCHUTZ GENIEßEN.

XIII. POUR L'ENTRETIEN DE LA FORCE PUBLIQUE, ET POUR LES DEPENSES D'ADMINISTRATION, LES CONTRIBUTIONS DE LA FEMME ET DE L'HOMME SONT EGALES; ELLE A PART A TOUTES LES CORVEES, A TOUTES LES TACHES PENIBLES; ELLE DOIT DONC AVOIR DE MEME PART A LA DISTRIBUTION DES PLACES, DES EMPLOIS, DES CHARGES, DES DIGNITES ET DE L'INDUSTRIE.

XIV. LES CITOYENNES ET CITOYENS ONT LE DROIT DE CONSTATER PAR EUX-MEMES, OU PAR LES REPRESENTANTS, LA NECESSITE DE LA CONTRIBUTION PUBLIQUE. LES CITOYENNES NE PEUVENT Y ADHERER QUE PAR L'ADMISSION D'UN PARTAGE EGAL, NON SEULEMENT DANS LA FORTUNE, MAIS ENCORE DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE, ET DE DETERMINER LA QUOTITE, L'ASSIETTE, LE RECOUVREMENT ET LA DUREE DE L'IMPOT.

XV. LA MASSE DES FEMMES, COALISEE POUR LA CONTRIBUTION A CELLE DES HOMMES, A LE DROIT DE DEMANDER COMPTE, A TOUT AGENT PUBLIC, DE SON ADMINISTRATION.

XVI. TOUTE SOCIETE, DANS LAQUELLE LA GARANTIE DES DROITS N'EST PAS ASSUREE, NI LA SEPARATION DES POUVOIRS DETERMINEE, N'A POINT DE CONSTITUTION; LA CONSTITUTION EST NULLE, SI LA MAJORITE DES INDIVIDUS QUI COMPOSENT LA NATION, N'A PAS COOPERE A SA REDACTION.

XVII. LES PROPRIETES SONT A TOUS LES SEXES REUNIS OU SEPARES; ELLES ONT POUR CHACUN UN DROIT INVIOLENT ET SACRE; NUL NE PEUT EN ETRE PRIVE COMME VRAI PATRIMOINE DE LA NATURE, SI CE N'EST LORSQUE LA NECESSITE PUBLIQUE, LEGALEMENT CONSTATEE, L'EXIGE EVIDEMMENT, ET SOUS LA CONDITION D'UNE JUSTE ET PREALABLE INDEMNITE. FEMME, REVEILLE-TOI!

13. FÜR DEN UNTERHALT DER ORDNUNGSMACHT UND FÜR DIE KOSTEN DER VERWALTUNG SIND DIE BEITRÄGE VON FRAU UND MANN GLEICH; DIE FRAU HAT TEIL AN ALLEN PFLICHTEN UND SCHWEREN LASTEN; SIE MUSS ALSO AUCH TEILHABEN AN DER VERTEILUNG DER STELLEN, ÄMTER, DIENSTE UND WÜRDEN, AUCH IN DER WIRTSCHAFT.

14. DIE BÜRGERINNEN UND BÜRGER HABEN DAS RECHT, SELBST ODER DURCH IHRE VERTRETER DIE NOTWENDIGKEIT DER ÖFFENTLICHEN ABGABEN FESTZUSTELLEN. DIE BÜRGERINNEN KÖNNEN DEM GRUNDSATZ, STEUERN IN GLEICHER HÖHE AUS IHREM VERMÖGEN ZU ZAHLEN, NUR DANN BEIPFLICHTEN, WENN SIE AUCH AN DER ÖFFENTLICHEN VERWALTUNG TEILHABEN UND HÖHE, VERWENDUNG, EINZUG UND DAUER DER STEUERN MIT FESTSETZEN.

15. ALLE FRAUEN, DIE ZUSAMMEN MIT DEN MÄNNERN BEITRÄGE LEISTEN HABEN DAS RECHT, VON JEDEM ÖFFENTLICHEN BEAMTEN RECHENSCHAFT ÜBER SEINE AMTSFÜHRUNG ZU VERLANGEN.

16. JEDE GESELLSCHAFT, IN DER WEDER DER SCHUTZ DER RECHTE ZUGESICHERT NOCH DIE TRENNUNG DER GEWALTEN FESTGELEGT IST, HAT KEINE VERFASSUNG. DIE VERFASSUNG IST UNGÜLTIG, WENN DIE MEHRHEIT DES VOLKES AN IHREM ZUSTANDEKOMMEN NICHT MITGEWIRKT HAT.

17. DAS EIGENTUM GEHÖRT BEIDEN GESCHLECHTERN, SEIEN SIE VEREINT ODER GETRENNT, SIE HABEN DARAUF EIN UNVERLETZLICHES UND GEHEILIGTES RECHT. ALS WESENTLICHES ERBE DER NATUR KANN ES NIEMANDEM GENOMMEN WERDEN, ES SEI DENN, DASS EINE ÖFFENTLICHE, RECHTMÄSSIG FESTGESTELLTE NOTWENDIGKEIT ES KLAR ERFORDERTE UND UNTER DER BEDINGUNG EINER GERECHTEN UND VORHER FESTGESETZTEN ENTSCHÄDIGUNG.